



ANALYSE

2018/01

La politique peut-elle se passer d'être populaire ?

La politique peut-elle se passer d'être populaire ?

Ce jeudi 7 décembre 2017, Philippe Maystadt nous a quittés à la suite d'une maladie respiratoire incurable. Sage parmi les sages pour les uns, pédagogue hors-pair pour d'autres, homme de compromis et non de compromission pour les derniers, la mort du ministre d'État socio-chrétien aura laissé derrière elle un torrent de louanges faisant de lui l'incarnation de l'homme d'État.

Or, derrière ce portrait honorifique, les rétrospectives liées à ce décès ont également été l'occasion de souligner sa trop grande prudence tournant parfois à l'absence de ligne de conduite forte dans sa pratique de la politique. Ainsi, l'aile de gauche de son mouvement lui reprochera longtemps de s'être apparenté à la caution « de gauche » du gouvernement Martens-Gol. Plus réprobateurs encore, d'autres se demanderont carrément si on pouvait réellement le considérer comme un socio-chrétien. Brillant technicien intellectualisant à l'extrême la politique, il ne s'imposera donc jamais comme un leader charismatique dans son propre parti. Aussi, refusera-t-il la présidence du PSC que certains le poussaient à embrasser, tant cela ne correspondait pas à son tempérament¹.

De cette manière, la carrière de Philippe Maystadt nous interroge sur ce qu'est être une femme ou un homme politique aujourd'hui. Peut-on se battre pour le bien commun sans suivre une ligne claire et lisible ? Peut-on être un homme d'État sans être une personnalité de premier plan ? Peut-on exercer un mandat politique sans être médiatique ? L'homme politique peut-il se limiter à n'être qu'« un cadre supérieur déguisé en politique » comme le lui reprochera José Fontaine, dans un « Toudi » de juin 1998 ?²

Au service de la société

À 16 ans, alors rhétoricien, celui qui allait s'imposer aux yeux de tous comme l'incarnation même de l'homme d'État un demi-siècle plus tard posait que « le service que l'homme rend à l'homme, c'est ce qui fait la grandeur de la politique. Mais comment, en pratique, rendre service ? (...) Toute approximation et toute improvisation sont à exclure. Dès lors, il faut s'atteler à la découverte d'une norme objective, d'un dénominateur commun : c'est le Bien commun. »³

53 ans plus tard, suite à l'ébranlement du paysage politique francophone provoqué par l'appel du 19 juin 2017 de Benoît Lutgen, Philippe Maystadt reprendra la plume pour invoquer une nouvelle fois le sens des responsabilités de la classe politique : « (...) *force est de constater qu'il est plus que temps pour tous d'atterrir à la rentrée dans le calme et de mettre un terme ensemble à la 'crise francophone' dans le respect mutuel, le sens des responsabilités et de l'intérêt général.* »⁴

On le voit, bien que d'aucuns lui refusent son caractère d'homme politique en ce qu'il n'incarnait pas réellement de vision dogmatique, la perception que Philippe Maystadt avait du mandat donné par les électeurs était avant tout liée à la notion de Bien commun. Il n'est donc pas étonnant de constater que son baroud d'honneur politique ait été d'en appeler à une unification des tendances politiques de manière à servir au mieux l'intérêt général. Dans ce contexte, l'on comprend mieux pourquoi en guise d'éloge funèbre, Anne Marie Corbisier tiendra ces mots empruntés à Jean-Jacques Viseur : « *L'homme politique est celui qui pense à la prochaine élection, l'homme d'Etat est celui qui pense à la prochaine génération.* »⁵

Encore une fois, si cet éloge funèbre dote Philippe Maystadt d'une carrure d'homme d'État pour l'éternité, elle lui ôte concomitamment l'image d'homme politique. Mais peut-on réellement être un homme d'État sans être un homme politique ? Peut-on réellement œuvrer politiquement pour le bien-être de la société sans se soucier des urnes et de son image auprès des électeurs ?

À l'heure des réseaux sociaux, Philippe Maystadt aurait-il eu la même carrière?

Être un homme d'État, dans toute la noblesse qu'on semble placer derrière ce titre, nécessiterait de s'extirper de ces jeux de séduction et de conviction propre au processus électif pour appliquer une vision pure d'un exercice politique. L'homme d'État absolu se devrait alors d'appliquer une vision désincarnée dont lui seul et sa probité en seraient les garants.

Mais n'est-ce pas là, un fantasme ? Ce rêve d'une personnalité dirigée par sa seule vision pure à long terme n'est-elle pas, dans un sens, une dénégation de ce qui fait le principe même de la démocratie actuelle ? Peut-on agir pour l'intérêt du peuple sans tenir compte de ses aspirations populaires du moment ? Cette vision de l'homme d'État n'est-elle pas, tout simplement, en contradiction formelle avec ce qui fonde notre système politique d'aujourd'hui ?

En effet, lors des Journées d'étude du mouvement, Pierre Verjans, chargé de cours en science politique à l'Université de Liège, a tenu à rappeler que notre système, depuis 20 à 30 ans, peut se définir comme une démocratie du public où la notoriété a supplanté l'analyse critique du programme⁶.

Aujourd'hui, les carrières politiques dépendent de leur théâtralisation ou de leur mise en image médiatique. Cette course à la popularité fixe de cette façon les sondages d'opinions comme le cœur du processus électif. « J'en ai vu paniquer pour une chute d'un point dans un sondage de popularité, alors même que cela se trouvait dans la marge d'erreur de l'enquête »⁷ témoignait à ce propos le professeur Verjans.

Or, cette peur des sondages est en passe de devenir le moteur principal d'un dynamisme citoyen nouveau⁸. On le néglige trop souvent mais le monde politique, par le mandat que lui donne la société civile, est devenu très soucieux de son image auprès du grand public, ce qui renforce de facto le pouvoir de ce dernier.

Ainsi, si certains pleurent de façon nostalgique la disparition des « vrais hommes d'État d'antan », des Martens, Dehaene, Nothomb et consort, dans le souvenir fantasmé presque monarchiste d'hommes dotés d'une vision soi-disant non sujette aux aléas des urnes, la tendance actuelle décrite par le professeur Verjans a l'avantage de remettre le citoyen au centre du processus décisionnaire.

Si on n'imaginait peu aller trouver Philippe Maystadt pour lui dire notre façon de penser, aujourd'hui le citoyen « peut aller interpellier des ministres et dire : « Je pense que, quand vous dites ça, il y a une erreur. Il y a un pouvoir du citoyen, sans même parler du pouvoir organisé qui est encore plus puissant. (...) On a un pouvoir qu'on n'imagine pas ! »⁹

Cela dit, derrière ce manteau d'homme d'État imperméable aux fortunes électorales qu'on lui prête volontiers, Philippe Maystadt était parfaitement conscient de la réalité de cette démocratie nouvelle. Aussi pensait-il que le futur de la décision politique viendrait à l'avenir dans une forme de « démocratie dilatée », basée sur un accroissement des pouvoirs politiques de l'Europe et des citoyens eux-mêmes, en s'appuyant sur des méthodes participatives faisant la part belle aux débats et aux confrontations d'arguments¹⁰.

Loin de cette image figée de technicien de tour d'ivoire en dehors des réalités populaires, l'homme d'État se plaisait donc à citer son auteur préféré, Albert Camus, retenant que l'avenir de notre monde « ne peut pas se passer des forces d'indignation et d'amour »¹¹. À la manière du célèbre « Indignez-vous ! » de Stéphane Hessel, c'est donc un appel à la mobilisation citoyenne que lançait Philippe Maystadt à la société civile.

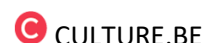
Se faisant, tout homme politique qu'il était, l'homme d'État avait compris l'importance de chacun des citoyens dans le processus démocratique et se serait trouvé parfaitement en accord avec l'appel lancé par le politologue Pierre Verjans lors de nos journées d'étude : « *Nous aurons des élections en 2018 et 2019 : envoyez vos revendications ! Faites-le, ne vous dites pas que c'est inutile. Plus vous serez et plus vous influerez concrètement sur les décisions.* »¹²

Un appel auquel nous nous devons, en tant que mouvement d'éducation permanente, de répondre positivement. Car, notre devoir de citoyen n'est pas, n'est plus, d'attendre béatement la venue d'un nouvel homme d'État charismatique, messie de notre nouvelle démocratie fédérale, mais précisément de reprendre notre pouvoir politique en main et agir collectivement pour influencer les décisions.

Corentin de Favereau
Chargé d'études et d'analyses



Avec le soutien de



Cette analyse est disponible au format PDF sur notre site Internet www.acrf.be

L'ACRF-Femmes en milieu rural souhaite que les informations qu'elle publie soient diffusées et reproduites. Toutefois, n'oubliez pas, dans ce cas, de mentionner la source et de nous transmettre copie de la publication.

Merci !

¹ www.lalibre.be/actu/politique-belge/qui-etait-vraiment-philippe-maystadt-portrait-d-un-politique-atypique-5a29424ccd7095d1cd4c07df, site consulté le 15 décembre 2017.

² www.lalibre.be/actu/politique-belge/qui-etait-vraiment-philippe-maystadt-portrait-d-un-politique-atypique-5a29424ccd7095d1cd4c07df, site consulté le 15 décembre 2017.

³ www.lalibre.be/actu/politique-belge/qui-etait-vraiment-philippe-maystadt-portrait-d-un-politique-atypique-5a29424ccd7095d1cd4c07df, site consulté le 15 décembre 2017.

⁴ <http://plus.lesoir.be/109714/article/2017-08-18/joelle-milquet-et-philippe-maystadt-signent-une-carte-blanche-qui-appelle-une>, site consulté le 15 décembre 2017.

⁵ www.lesoir.be/128914/article/2017-12-11/de-nombreuses-personnalites-ont-rendu-hommage-philippe-maystadt-photos, site consulté le 15 décembre 2017.

⁶ Propos recueilli lors des journées d'étude du mouvement le 11 septembre 2017.

⁷ Propos recueilli lors des journées d'étude du mouvement le 11 septembre 2017.

⁸ Propos recueilli lors des journées d'étude du mouvement le 11 septembre 2017.

⁹ Propos recueilli lors des journées d'étude du mouvement le 11 septembre 2017.

¹⁰ MAYSTADT, P., Des lieux et des moments, comment on décide en politique, Avant-Propos, Waterloo, 2017.

¹¹ www.lalibre.be/actu/politique-belge/qui-etait-vraiment-philippe-maystadt-portrait-d-un-politique-atypique-5a29424ccd7095d1cd4c07df, site consulté le 15 décembre 2017.

¹² Propos recueilli lors des journées d'étude du mouvement le 11 septembre 2017.